

associer toutes les forces politiques palestiniennes à ce qui est en train de se passer et qui est extraordinaire, voilà enfin un exemple de crise qui est en train de se résoudre.

Je voudrais insister sur un fait c'est que l'aide internationale qui a été promise doit arriver parce que vous savez les palestiniens sur le terrain...

*Q - Il y en a partout oui...*

### **Assistance économique aux Teritoires**

R - Je suis allé à Gaza il y a 3 mois, dans la bande de Gaza dans un camp de réfugiés, les grandes considérations diplomatiques, ce n'est pas leur affaire. Leur affaire c'est la modification des conditions de vie, est-ce que les écoles fonctionnent, est-ce que les hôpitaux fonctionnent, est-ce que la sécurité est assurée dans la rue et pour ça il faut de l'argent.

PARIS, 8 JUILLET 1994

### **Point de presse du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à l'issue de sa rencontre avec les organisations humanitaires**

#### **Rwanda - dialogue politique - cessez-le-feu - Accords d'Arusha - relais avec la MINUAR II**

Nous avons pris l'initiative ce matin d'inviter ici au Quai d'Orsay les responsables des ONG françaises ou internationales pour les sensibiliser à la situation au Rwanda.

On peut considérer qu'actuellement, au Rwanda, certaines évolutions sont favorables. Evolution d'abord vers la conclusion d'un cessez-le-feu qui est en perspective pour les jours à venir, si l'on en croit les contacts qui ont lieu actuellement entre le commandement de la force des Nations unies, le FPR et les FAR.

Deuxième évolution positive, celle qui va conduire, je l'espère, à ouvrir le dialogue politique entre les modérés des différents camps de façon à renouer avec ce que j'appellerai le processus d'Arusha, c'est-à-dire la réconciliation nationale et le partage du pouvoir. Et là encore, vous le savez, le FPR s'est déclaré prêt à le faire, une personnalité indépendante hutue modérée a été pressentie pour prendre la tête d'un gouvernement de transition, voilà qui va aussi dans le bon sens, dans le sens en tout cas souhaité par la France.

Troisième évolution favorable, l'organisation de la relève sur le terrain par les Nations unies. Les informations qui me viennent aujourd'hui de New York me donnent à penser que dans le courant de juillet, fin juillet ou début août, les premiers contingents internationaux de la MINUAR numéro 2 vont pouvoir se déployer sur le terrain et donc organiser la relève que nous souhaitons.

Voilà ce qui va dans le bon sens. En revanche, ce qui ne va pas dans le bon sens, c'est la situation humanitaire catastrophique dans l'ensemble du pays et plus particulièrement dans toute la zone ouest.

### **Situation humanitaire - estimation chiffrée - rôle des organisations humanitaires - action de la France**

On peut évaluer la population du Rwanda, avant les événements d'avril, à un peu plus de 6 millions d'habitants. Combien ont péri ? Très difficile de le dire, entre 500 et 600 mille, pratiquement un million de réfugiés à l'extérieur du territoire rwandais, il reste donc aujourd'hui à peu près cinq millions d'habitants au Rwanda, un et demi dans la zone est qui est la plus vaste, et trois et demi qui s'entassent dans la zone ouest. Il y a là aujourd'hui, je le répète, une situation humanitaire catastrophique. La France a fait tout ce qu'elle a pu par ses ponts aériens, par une aide directe ou indirecte aux Organisations internationales, par de l'argent, par des matériels ; il faut faire plus. C'est un véritable cri d'alarme que j'ai voulu pousser ce matin. Il faut pratiquement 500 tonnes d'aide alimentaire chaque jour si on veut faire face à la situation des camps de réfugiés. C'est le langage que nous avons tenu à nos interlocuteurs ce matin. Je dois dire qu'au-delà des divergences d'appréciations sur le contexte politique général et sur les principes de l'opération Turquoise, nous avons enregistré des réponses très positives, une grande disponibilité de ces organisations qui reconnaissent qu'il y a là une priorité absolue. Nous les avons orienté vers notre cellule humanitaire qui est sur place à Goma et à Bukavu et qui assurera la coordination, et Mme Michaux-Chevry animera dès lundi une réunion plus technique pour examiner avec chacune de ces organisations ce qui peut être fait en terme d'ouverture du pont aérien, de fournitures de véhicules ou de mobilisation des financements internationaux puisque des programmes existent, dans les agences des Nations unies, le programme alimentaire mondial en particulier, ou dans les procédures communautaires, je pense tout particulièrement à ECHO.

Voilà ce que je voulais vous dire sur cette réunion qui vient de se tenir donc ce matin au ministère des Affaires étrangères.

*Q - (Sur l'opportunité de créer un pont humanitaire).*

R - Mais le pont humanitaire existe ! Il faut l'intensifier. Il n'appartient pas au gouvernement français de chapeauter les organisations humanitaires, nous avons voulu les sensibiliser et leur demander de se mobiliser en leur disant que notre dispositif était à leur disposition bien entendu. Je pense que ceci pourra aller vite. Il y a d'ailleurs des évolutions positives aussi sur ce plan-là puisque vous le savez, l'aéroport de Kigali maintenant fonctionne à nouveau et que le FPR vient de donner son accord pour que nous puissions, pour l'aide humanitaire nationale, française alors cette fois-ci, à nouveau intervenir à Kigali. Donc, je crois que tout le monde est bien conscient aujourd'hui de la situation catastrophique sur le terrain. Il y a des risques d'épidémies, il faut dégager des vaccinations, il faut épurer l'eau dans les camps de réfugiés si on ne veut pas que le désastre se produise. Aujourd'hui, nous avons sécurisé la zone, et c'était notre objectif, cet objectif est atteint ; il faut maintenant une mobilisation internationale face à ce qui est sans doute l'un des plus grands désastres humanitaires qui menace, depuis bien longtemps.